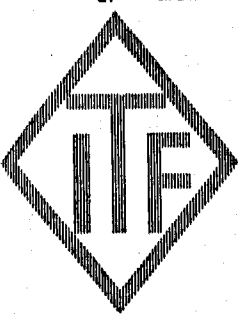


FASCISME

1ère Année
N° 11

Amsterdam, le 30 mai 1936.

NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE.



Les ouvriers revendiquent la liberté. (I.T.F.) Les personnels des grandes entreprises viennoises, ignorant le Syndicat unique qu'on veut leur imposer, ont présenté de manière directe leurs revendications à la dictature: ils réclament "le droit sans réserves de se grouper en des organisations libres et indépendantes".

Quelques jours avant le 1er mai tous les journaux viennois ont publié une note disant que cette fois il serait stipulé que le 1er mai les ouvriers ne subiraient aucune diminution de salaire. Dès le lendemain toutefois la promesse était retirée et le 30 avril on annonça qu'il n'était pas question de paiement mais que les ouvriers pourraient rattraper à d'autres jours les heures de travail perdues. Cette décision blessante suscita beaucoup d'indignation. Les ouvriers autrichiens qui pendant de longues années ont fait d'un coeur léger des sacrifices pécuniaires pour la célébration de leur Premier Mai syndicaliste ne songeaient pas à se priver volontairement, ne fût-ce que d'un centime au profit de la Fête de la "Constitution corporative", transformation fasciste de la Fête du Travail. Dans les grandes entreprises viennoises, particulièrement dans l'industrie métallurgique, il y eut le 30 avril de courtes grèves spontanées. Les travailleurs exigeaient que leurs hommes de confiance se rendent immédiatement au siège central de la Fédération des syndicats aux fins de protester. C'est ainsi que le matin du 30 avril plus de 100 envoyés des grandes usines viennoises étaient rassemblés au siège de la Fédération des syndicats fascistes à qui il ne restait pas d'autre issue que d'improviser une conférence. Celle-ci eut lieu sous la présidence d'un délégué de Floridsdorf. Celui-ci déclara que les travailleurs n'étaient pas seulement indignés de la réglementation prévue pour le 1er mai mais que beaucoup d'autres circonstances avaient donné lieu à un vif mécontentement, telles que l'échec du Syndicat unique dans le conflit dans l'industrie automobile, le changement défavorable des dispositions concernant l'épuisement du droit à l'allocation officielle de chômage, l'anéantissement du contrat collectif des employés des assurances, le scandale de la Phoenix etc. Vu les expériences des dernières semaines les travailleurs exigeaient le retour à la liberté syndicale et le rétablissement des syndicats libres. Le président du syndicat unique tenta d'apaiser les esprits; en vain, car l'assemblée élut une délégation de huit hommes chargée de transmettre ses revendications au Chancelier Schuschnigg.

Afin d'empêcher qu'un porte-parole du Syndicat fasciste présente sous un faux jour les desiderata ouvriers, les délégués des entreprises viennoises avaient préparé un mémoire qu'ils remirent à Schuschnigg le 7 mai. Ce mémoire dit entre autres: "Une vive agitation s'est emparée des travailleurs. Cette situation trouve sa cause dans les événements de février 1934, (l'anéantissement des syndicats libres Réd.) Les ouvriers et employés constatent toujours plus nettement qu'un grand écart très visible sépare les promesses faites par les principales personnalités du gouvernement des événements qui se produisent en réalité sur le terrain économique et social. Malgré la hausse constante du coût de la vie on continue à rogner les salaires et traitements. Même là où il n'y a pas de réductions proprement dites, le revenu réel baisse à la suite du renchérissement de la vie qui se fait valoir depuis plusieurs mois. L'action pour faire baisser les prix est restée beaucoup au-dessous des attentes. Le renouvellement des contrats collectifs, là où ils sont venus à expiration, se heurte à une résistance acharnée de la part du patronat. Sans cesse des contrats sont dénoncés dans le but uniquement de les avilir. Là où ils sont encore en vigueur, leurs conditions ne sont souvent pas respectées....le syndicat (fasciste Réd.) n'est pas en mesure d'imposer leur observation... Nous reconnaissons franchement aujourd'hui qu'une véritable amélioration des conditions économiques et sociales du salariat ne peut être réalisée que si les ouvriers et employés bénéficient d'une liberté complète de se syndiquer en des organisations libres et indépendantes... Les ouvriers et employés n'entendent pas par "autonomie" et "libre détermination" les conditions qu'on nous présente actuellement sous le nom de "autonomie"... Si le gouvernement désire conserver l'indépendance de l'Autriche (vis-à-vis du Troisième Reich) il ne peut pas assujettir à un droit d'exception une partie aussi importante de la population que les ouvriers et employés. Aujourd'hui ceux-ci se sentent refoulés au plan de citoyens de deuxième classe. Ils n'ont ni le droit de manifester librement leurs opinions, ni celui de dire ce qu'ils pensent ou de se grouper sans entraves dans des organisations de leur choix. Ce que nous réclamons c'est le rétablissement des droits civiques, de la liberté d'élection, de la liberté de parole, de la liberté de presse, de la liberté et de l'autonomie syndicales enfin" (texte cité d'après une correspondance de Vienne à la "Praeger Presse", N° du 21 mai).

Personne ne se fera d'illusions quant aux effets d'un pareil mémoire sur l'attitude des dictateurs chrétiens. C'est néanmoins un indice d'une position renforcée des travailleurs autrichiens de constater que, malgré la terreur et les coercitions, ils peuvent librement réclamer le rétablissement de leurs anciens Syndicats et que le "dictateur" Schuschnigg est obligé d'accueillir leurs revendications.

La dictature contre les malades. (I.T.F.) Les mesures réactionnaires de la dictature autrichienne ressemblent comme deux gouttes d'eau aux pratiques du Troisième Reich. Suivant l'exemple de nombreuses caisses allemandes, la caisse d'assurance-maladie des employés autrichiens vient de raccourcir sensiblement la liste des médicaments que les médecins peuvent prescrire et de rendre les médecins responsables des médicaments ordonnés "en excès". Les médicaments les plus importants et les plus efficaces ne peuvent plus du tout être prescrits. Pour une série d'autres, une autorisation spéciale de la caisse est obligatoire dans tous les cas--même lorsqu'il y a péril de vie. Dans une série de cas, la caisse a arbitrairement modifié l'ordonnance du médecin et remplacé le médicament prescrit par une préparation diluée. A Vienne les médecins ne touchent plus que 70% de leurs honoraires. Les 30% retenus par les caisses ne sont payés qu'après la clôture de l'exercice et seulement pour autant que le coût des soins médicaux et médicaments ne dépasse pas la limite décrétée par la direction de la caisse (les soins médicaux ne peuvent plus entrer que pour 13,7% et les médicaments pour 6,3% dans les dépenses totales). De cette manière on veut forcer les médecins à faire des économies aux dépens des malades.

Nombreux cas de maladie parmi les ouvriers des usines Krupp. (I.T.F.) Les bénéfices de la grande société allemande Friedrich Krupp A.G. à Essen ont monté, suivant le bilan ingénieusement camouflé, de 118 millions en 1932/33 à 232 millions en 1934/35; ils ont par conséquent doublé. Le rapport annuel de la caisse d'assurance-maladie de la Société Krupp, publié dans le journal d'entreprise, fait voir comment

cette augmentation des bénéfiques a été réalisée: " Pendant le deuxième semestre 1934...le nombre des cas légers de maladie a commencé à augmenter sensiblement...Le nombre des bulletins de maladie a augmenté de 115,11 par 100 affiliés en 1932 à 180 en 1934, soit de 57%. Le nombre des cas de maladie entraînant l'incapacité de travailler par 100 affiliés était en 1932 de 23,26 contre 43,01 en 1935, soit en augmentation de 85%..."

Un appel adressé au mois d'août aux membres de la Caisse par voie d'affichage et au moyen de l'organe de la communauté d'entreprise de la société Krupp, de ne pas trop mettre à contribution les ressources de la caisse passa sans faire d'effet. Les médecins reçurent alors l'instruction de déclarer bien portants des malades mais pour commencer ils offrirent une résistance énergique. Le rapport de la Caisse d'assurance écrit: "Une instruction enfin du dirigeant de l'Association des médecins des caisses invitant les membres à décliner des désirs "injustifiés" des membres resta aussi sans beaucoup d'effet". Alors les médecins de confiance de la caisse d'assurance de la société Krupp procédèrent à des visites de contrôle rigoureuses: "Tandis qu'autrefois le pourcentage des membres jugés aptes au travail en cas de visite de contrôle variait entre 10 et 15 %, il avait monté pour l'année écoulée à 30. Il se trouva en outre qu'environ 800 ouvriers envoyés par la caisse dans une clinique pour observation, 80 sur 100 environ étaient incapables de travailler".

Alors il s'agissait de faire des économies aux frais des malades qui malgré tout ne pouvaient pas être déclarés bien portants. "La nécessité s'est hélas fait sentir de resserrer des prestations qui jusqu'ici donnaient toujours à la caisse une satisfaction particulière par exemple le paiement d'une cure de convalescence, d'une cure d'eau ou d'une cure d'air, des frais de dentiste etc." Malgré ces prestations diminuées la cotisation a été majorée et on va même jusqu'à écrire que "si la caisse n'est pas mise à contribution dans une moindre mesure, il conviendra d'envisager une augmentation ultérieure de la cotisation."

La "Nazionalzeitung", organe nazi d'Essen (du 13 mars 1936) a publié un extrait du rapport annuel en cause avec un commentaire qui en dit long. Le journal déclare avec cynisme que cette augmentation des cas de maladie est "parfaitement compréhensible" vu que l'accélération du rythme du travail, réclamé naturellement par une accumulation du travail, exige des ouvriers un effort accru." L'organe du parti "ouvrier" nazi invite les ouvriers malades à un peu de "discipline et domination de soi dans les cas peu graves" et ajoute: " Il est certain que les médecins peuvent à ce sujet fournir leur concours davantage que ce n'a été le cas jusqu'ici". Les médecins nazis ne se le laisseront pas dire deux fois et les consciencieux qui refusent de déclarer un malade apte au travail se voient menacés du même sort que beaucoup de leurs collègues sur les honoraires desquels les caisses locales d'assurance maladie retiennent (en vertu d'une ordonnance du 24 août 1935) les médicaments qu'ils ont prescrit "en trop".

Le cas des usines Krupp ne constitue pas une exception. Les cas d'accidents mortels notifiés à la caisse de prévoyance de l'industrie sidérurgique ont presque triplé de 1932 à 1935. Sur 100 assurés 8,32 étaient en 1932 et 11,32 en 1935, victimes d'un accident ou d'une maladie professionnelle, ce qui correspond à une augmentation de près de 40%. Le rythme du réarmement allemand est réalisé aux frais de la santé des travailleurs qui trouvent leur gagne-pain dans cette industrie.

LE PLAN GOERING-SCHACHT *)

Göring et Schacht (I.T.F.) Le président de la Reichsbank, le Dr. Schacht qui, jouissant de la confiance des milieux de premier plan du capitalisme allemand, détermine la politique économique du troisième Reich, a répondu aux attentes placées en lui. L'aile radicale du parti nazi a été refoulée de plus en plus à l'arrière-plan, les salaires de la grande masse des travailleurs ont été réduits davantage, les bénéfices des industriels et banquiers ont été mis à l'abri et l'Etat a dû livrer à l'industrie privée des biens appartenant à l'économie collective. De temps à autre certaines fractions des organisations nationales-socialistes se sont risquées à une rébellion contre la politique capitaliste de Schacht, mais toujours à nouveau Hitler prenait le parti de Schacht. Le 27 avril Hitler conféra au chef de la Gestapo, le général Göring l'autorité suprême sur les problèmes des matières premières et des devises. Les protestations contre la politique économique

donc dorénavant en même temps de Schacht se dirigent/contre le chef de la Gestapo. La bourse berlinoise a immédiatement réagi à la nomination de Goering comme à un renforcement de la position de Schacht et un succès du gros capital. Le 2 mai 1936 Hitler a reçu Schacht et lui a exprimé toute sa confiance. Le politique économique du Troisième Reich ne change en rien. Le programme de Schacht, transformé en plan Göring, sera réalisé en dépit de toutes les résistances.

*) Chacun des chapitres est un tout en soi.

Les ouvriers ont faim, les bonzes et munitionnaires en profitent.

(I.T.F.) Le jour même où Göring fut chargé de briser les résistances contre la politique réactionnaire du ministre de l'Economie Schacht, la direction du "Front allemand du Travail" a fait connaître (lors de la session de la "Chambre du Travail") les mesures qu'elle projetait pour l'application du plan Göring: "La tâche politique de première importance est la reconquête de la liberté de défense. Celle-ci exige non seulement le désir de résistance et de l'argent mais aussi des matières premières qui toutefois ne sont disponibles à l'intérieur du pays qu'en quantités limitées. L'importation de matières premières et de vivres est dépendante de la quantité de devises étrangères disponibles... La politique économique et sociale se doit d'utiliser la quantité réduite de devises dont on dispose pour les buts les plus urgents sous l'angle de la lutte de la nation pour son existence. Un observateur superficiel (?) pourrait en tirer des conclusions pessimistes quant aux perspectives d'ordre social car lorsque toutes les forces et les matières premières, lorsque tout l'argent et tout le capital sont mis à contribution pour des buts politiques (pour les préparatifs de guerre Réd.) il ne reste évidemment aux citoyens individuellement qu'à s'imposer des restrictions sur tous les terrains de la consommation personnelle". (Arbeitertum, 15 mai)

Au même moment le Front allemand du Travail déclarait encore: "Il n'est pas possible pour le moment de payer des salaires plus élevés en espèces, vu que les marchandises qu'on se procurerait avec ces salaires ne sont pas disponibles en quantités illimitées... Pour le moment la situation est telle qu'il y a disette précisément des articles pour lesquels la demande du consommateur abandonné à lui-même est particulièrement accentuée. Des revenus majorés se traduiraient naturellement (!) tout de suite en une demande accrue de graisse, oeufs, viande, produits textiles etc., d'articles par conséquent qui en ce moment ne peuvent pas, à cause de la pénurie de devises, être mis à la disposition du public en n'importe quelles quantités".

Les ouvriers n'ont qu'à se consoler -- ainsi l'orateur du Front allemand du travail -- en se disant que "s'il est vrai que la consommation individuelle recule, il y a à l'heure qu'il est déjà un grand nombre de besoins qu'on peut satisfaire sans se servir directement (!) d'argent. On n'a qu'à songer aux parcs publics, à la protection de la sécurité publique par la police etc." (pour lesquels les ouvriers doivent payer de lourds impôts) "à toutes les mesures de prévention contre les accidents et de protection de la santé des travailleurs" (pour lesquelles de lourdes cotisations doivent être payées) et avant tout "à la protection anti-aérienne, les dépenses du parti et le rétablissement des forces défensives!" Les ouvriers allemands n'ont donc qu'à se consoler de leur pain sec en regardant les nouveaux parcs ou oublier qu'ils ont faim en se délectant à la vue de gros bonzes, de canons et de camps de concentration; lorsque leurs enfants n'ont rien à mettre, ils n'ont qu'à aller se cacher au fond des caves de la défense anti-aérienne.

Vivons de manière plus simple. (I.T.F.) En commentant le plan Göring à la session de la Chambre nationale du Travail, l'orateur du Front allemand du Travail reprocha aux syndicats détruits par les Nazis que "par leur politique de contrats collectifs" ils avaient obtenu "une augmentation de près de 50% des salaires contractuels". Il est vrai que les salaires ont été considérablement réduits par les mesures déflationnistes des gouvernements conservateurs et après l'anéantissement des syndicats, mais les Nazis ne sont pas satisfaits. Ils veulent encore prescrire aux travailleurs ce qu'ils peuvent s'acheter de leurs salaires réduits. Le Front du Travail réclame "que des directives émanent d'un organe central pour le niveau de vie de chacun et que des formes organiques soient créées pour diriger la consommation des masses, particulièrement en ce qui concerne la consommation de

denrées alimentaires". On réclame pour les chefs du Front allemand du Travail de se rendre dans les ménages ouvriers et de décider ce qui doit être fait pour remédier à certaines défauts et pour "transformer dans un sens ou dans l'autre l'emploi de denrées alimentaires". Les chefs d'entreprise sont invités à appuyer ces mesures. Or, il n'est pas douteux que les employeurs réactionnaires se hâteront d'appuyer le plan du Front du Travail car plus les ouvriers vivent simplement, moins il leur faut de salaire. Il est facile de se représenter quelle limitation radicale de la liberté individuelle comportera "la consommation dirigée" préconisée par le Front allemand du Travail.

Dans les écrits relatifs à la défense militaire allemande on s'occupe aussi depuis des mois dans les détails du problème du contingentement de la consommation dans les périodes "d'avant-guerre".

Les pauvres n'ont qu'à payer. (I.T.F.) Dans la lutte autour de la question de savoir qui supportera les frais du réarmement allemand, les industriels ont remporté un succès notable. La contribution au fonds du dumping réclamée d'eux a été ramenée de 720 à 600 millions de marks. Il n'est plus question du prélèvement sur les capitaux demandé par les éléments radicaux parmi les nationaux-socialistes pour financer l'armement. On annonce par contre la perception de nouveaux impôts. Les industriels ont cependant écarté pour les premiers temps à venir les impôts sur les bénéfices du réarmement et le Troisième Reich cherche à financer le réarmement en faisant passer les entreprises exploitées en régie directe entre les mains du capital privé. Une fois en possession des entreprises d'intérêt vital pour la collectivité, le gros capital pourra encore mieux dépouiller les masses.

La régie collective est menacée. (I.T.F.) Le capitalisme allemand profite de la détresse financière du Troisième Reich pour porter un coup à la régie collective. Depuis des mois le "Deutsche Volkswirt", organe paraissant sous les auspices du ministre de l'Economie nationale le Dr. Schacht, demande que les ressources nécessaires pour poursuivre le réarmement soient acquises au moyen d'une vente des entreprises publiques. Depuis que le général Goering a reçu des pleins pouvoirs spéciaux pour protéger la politique économique d'un Schacht, d'autres porte-parole du capitalisme allemand demandent ouvertement que soit poursuivie la dénationalisation des biens collectifs mise en branle par le Dr. Schacht. "Le Reich s'est dessaisi de son influence directe en tant qu'actionnaire sur l'Association de l'Acier (le principal consortium de l'industrie lourde allemande Réd.). Cette opération n'est pas sans précédent; on n'a qu'à se rappeler que la "Deutsche Bank und Diskontogesellschaft" a repris un certain nombre de ses propres actions acquises par la Deutsche Golddiskontobank (appartenant à la Reichsbank) en échange contre l'immeuble où sont établis les bureaux de la Diskontogesellschaft à Berlin, Unter den Linden. Rappelons aussi le passage de deux chantiers brémois (le Deschimag et les Atlas Werke) à l'industrie privée, deux cas dans lesquels les pouvoirs publics avaient en temps de crise accordé leur aide à l'économie privée.

Dans les cas cités il a été clairement démontré pour la première fois ce que le Führer avait désigné comme tâche pour le nouvel Etat. Plusieurs indices permettent de supposer qu'un passage étudié avec soin de plusieurs entreprises publiques entre des mains privées, stimulerait l'économie privée et offrirait en même temps aux pouvoirs publics une occasion opportune pour liquider des dettes en souffrance". Le "Deutsche Allgemeine Zeitung" (N° du 10 mai) demande que les pouvoirs publics cèdent à l'économie privée certains terrains où l'initiative privée pourrait se mouvoir librement et s'étendre." Il faut naturellement s'abstenir de nommer des exemples concrets. Le choix est néanmoins étendu: Le Reich et les Etats possèdent des entreprises dans presque toutes les branches industrielles telles que des piscines, des immeubles d'habitation, des hôtels, des fabriques, des mines, des aciéries, des salines, des entreprises agricoles et forestières, des entreprises de distribution d'eau, d'électricité etc. A cela s'ajoutent encore de nombreuses entreprises municipales".

Le grand capital compte sur le général Göring qui possède d'excellentes relations avec les industriels pour lui abandonner les entreprises exploitées jusqu'ici en régie collective.

Autonomie détruite. (I.T.F.) Il n'y a plus dans le Troisième Reich d'autonomie des communes. L'ordonnance sur les municipalités, dictée par les Nazis le 30 janvier 1935, a sanctionné la dictature de la bureaucratie nazie et privé de tout droit de regard même les citoyens d'orientation nationale-socialiste. C'est le maire qui est le dictateur local.

Toutes les élections municipales ont été supprimées. Le maire et ses adjoints sont désignés par les bureaucrates de l'Etat totalitaire en accord avec les bonzes du parti. L'avis des habitants est totalement écarté. Il est vrai que des Conseils municipaux existent pour assister le maire dans sa tâche. Seulement ceux qui les composent sont choisis sans le moindre égard pour les désirs des habitants par des mandatés du parti nazi parmi les notabilités de l'endroit. Encore, ils n'ont rien à dire. Ils ont le droit de dire leur avis quand on le leur demande, mais le maire n'a pas besoin de s'y conformer.

Ce maire tout-puissant est le chef de tous les fonctionnaires, employés et ouvriers de la municipalité. Il les nomme et les congédie. Il n'y a plus ni syndicats ni délégués du personnel. Les travailleurs des services publics allemands sont sans aucune défense.

Une amitié inestimable. (I.T.F.) Le gros industriel Emil Kirdorf, fondateur et président pendant de longues années du Syndicat du Charbon rhénano-westphalien, a publié à l'occasion du 1er mai une déclaration caractéristique: "Lorsque je repense à ma vie je ne saurais assez rendre grâce à Dieu qu'il m'ait donné une longue vie....et m'ait permis ainsi de venir en aide au moment opportun à notre Führer bien-aimé et d'acquérir son amitié inestimable." ("Der Ruhrarbeiter", organe du Front du travail, N° du 1er mai 1936).

Kirdorf n'est pas le seul bailleur de fonds de Hitler à qui l'aide opportune accordée au Führer au moment opportun ait été d'un rapport si "estimable" qu'il ne saurait assez rendre grâce à Dieu.

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

Pression sur les bateliers du Danube. (I.T.F.) Depuis un an la Société autrichienne de navigation sur le Danube réclame la suppression des clauses--qu'elles considère gênantes--de l'ancien contrat collectif et du statut du personnel encore conclus avec le syndicat libre. Entretemps le capital italien s'est emparé de la société et a nommé directeur le chef corrompu de la Heimwehr, Fey, l'homme responsable des répressions sanglantes de février 1934. Or, Fey a conclu avec le Syndicat unique fasciste un nouveau contrat collectif entré en vigueur pour le personnel navigant le 1er mai et pour le personnel des services terriens avec effet rétroactif au 1er avril. Si l'ancien contrat était aussi applicable au personnel travaillant en dehors de l'Autriche, il n'en est plus ainsi pour le nouveau. A présent tous les salariés domiciliés en dehors de l'Autriche--il y en a plusieurs centaines-- sont complètement livrés à l'arbitraire de la direction.

Le nouveau barème des rétributions apporte des réductions sensibles aux matelots, officiers du pont et chauffeurs par un classement dans des échelles plus basses. En même temps on a biffé toutes les stipulations relatives aux heures de travail du personnel navigant; la réglementation des "heures supplémentaires collectives" réalisée par le syndicat au prix de longs efforts, a été supprimé. Si jusqu'ici le personnel navigant était rétribué pour les heures de travail fournies, l'indemnisation est à présent rendue dépendante de l'importance de la cargaison et du tonnage du bateau, c'est-à-dire de facteurs entièrement indépendants de la volonté des travailleurs. L'indemnité de logement était payée jusqu'ici à chaque salarié ayant un domicile fixe; à présent on a décidé que le nombre de ces indemnités de logement ne peut pas être augmenté. Ceux qui à l'avenir s'établiront à un domicile fixe devront donc attendre pour toucher l'indemnité en cause le moment où il y en aura une de "libre" à la suite du décès d'un collègue.

Le nouveau contrat n'apporte des améliorations qu'au syndicat unique fasciste; la direction s'est en effet déclarée disposée à retenir sur les salaires la cotisation au syndicat. Le contrat stipule en outre que les représentants du personnel ne seront plus élus désormais mais simplement désignés.

On renonce à la régie directe en Italie. (I.T.F.) Les chemins de fer italiens de l'Etat n'exécutent plus en régie directe les travaux d'entretien de la voie mais les afferment à des entrepreneurs privés. Ceux-ci veulent naturellement faire des bénéfices et payent des salaires en conséquence. Pour la province de Sassari (Sardaigne) le "Syndicat" fasciste a récemment conclu un contrat collectif après le passage de l'entretien du réseau à un entrepreneur. Les chefs d'équipe ne touchent plus désormais que 1,80 à 1,85 lire l'heure, les ouvriers de la voie 1,70 à 1,80, les manoeuvres 1,55 à 1,65 et les adolescents seulement 1,25 à 1,30 (1 lire = env. 1,25 fr. fr.).

Uniformes à tout prix. (I.T.F.) Les chauffeurs de taxi allemands se sont opposés jusqu'ici avec succès contre l'acquisition de l'uniforme prescrit par les Nazis. A Berlin toutefois on exige à présent des chauffeurs de taxi que jusqu'aux Jeux Olympiques ils soient en possession de l'uniforme réglementaire. Or, un pareil uniforme "coûte entre 35 et 75 marks selon la qualité Une somme de 75 marks cependant est bien grosse lorsqu'il s'agit de l'économiser sur les pourcentages. Les chauffeurs s'opposeront de manière unanime à l'uniforme" - ainsi doit le reconnaître même le quotidien du Front du Travail ("Der Angriff", N° du 9 mai). Les employeurs dans l'industrie du taxi ont cependant formulé la menace qu'à partir du 1er juillet "aucun chauffeur ne sera plus admis sur une voiture sans uniforme".

Le personnel des tramways contre le Premier Mai jaune. (I.T.F.) Les agents des tramways viennois donnent du fil à retordre à la dictature. Le chef du Front patriotique a adressé une circulaire à tous ses adjuvants disant: " Tous les membres du Front patriotique libre de service doivent paraître sans exception à la fête du Premier Mai.... Veuillez faire une liste de ceux qui manquent en indiquant le motif". Malgré cette circulaire 280 agents des tramways seulement s'étaient rendus à l'appel.